

POUR FAIRE FACE AUX «DÉFIS» DE L'HEURE

Tebboune appelle à un «consensus national»

Le Premier ministre appelle à un consensus national à l'effet, selon lui, de faire face aux «défis de l'heure» auxquels le pays est confronté.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Sans en cerner les contours comme l'ont si bien fait nombre de partis de l'opposition, Abdelmadjid Tebboune en a fait, hier, le plaidoyer devant les membres du Conseil de la nation lors de sa présentation du plan d'action de son gouvernement.

Il n'a, en outre, à aucun moment, cité le mot crise ou encore l'un de ses corollaires inévitable, l'austérité, mettant l'accent sur les grands axes de sa feuille de route.

Soit le renforcement de l'Etat de droit, la modernisation des finances publiques et du système bancaire, l'assainissement de la sphère économique, la promotion de l'investissement et la valorisation des richesses du pays, sans

aucune atteinte aux acquis sociaux.

Réaffirmant le «lancement d'une large concertation en vue de l'adaptation progressive de la politique des transferts sociaux» et des subventions aux produits et services de base, dont les aides au logement, à la santé et à l'éducation, ainsi que les subventions par l'Etat de produits alimentaires de base, le Premier ministre a réitéré la nouvelle orientation économique qui, selon lui, «se libère progressivement de la dépendance des hydrocarbures».

Dans ce sens, il a fait part de l'encouragement de la création des PME-PMI dans une démarche qui tranche nettement avec l'option «inopportune» de la

grosse industrie des années 1970 du siècle dernier. Avec, en sus, davantage de procédures en faveur des collectivités locales pour leur permettre de mieux jouer leur rôle dans la relance du développement et d'assurer des services de qualité».

Il a annoncé, dans la foulée, la promotion, d'ici la fin de l'année en cours, des wilayas déléguées du sud du pays en wilayas et la création de nouvelles wilayas déléguées dans la région des Hauts-Plateaux dans le sillage de l'élargissement de l'organisation territoriale.

Il a également annoncé la possibilité pour les collectivités locales de s'entraider dans le cadre de la solidarité «intercommunale» où les communes les plus aisées pourront assister les moins nanties d'entre elles. Adopté vendredi dernier par les



Abdelmadjid Tebboune.

députés de l'Assemblée nationale populaire (APN) à la majorité (402 députés sur 462), le plan d'action du gouvernement devra bénéficier d'une motion de soutien des membres de la Chambre haute du Parlement. 61 d'entre

eux devront en «débatte» deux jours durant, hier et aujourd'hui, avant que le Premier ministre ne réponde à leurs interrogations et autres remarques, demain vendredi, dans la matinée.

M. K.

RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS

Plus de 700 000 candidats passent aujourd'hui le concours

Plus de 700 000 candidats concourent aujourd'hui pour décrocher un poste d'enseignant parmi les 10 009 postes ouverts dans différentes spécialités dans les cycles moyen et secondaire.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le ministère de l'Education organise aujourd'hui un deuxième concours de recrutement. Après celui organisé en avril 2016 où 28 000 enseignants ont été recrutés, ce département compte recruter encore 10 009 nouveaux enseignants.

Au total, 14 627 fonctionnaires seront recrutés entre enseignants et personnel de l'administration.

Cette nouvelle vague d'enseignants fera sa rentrée scolaire à partir de septembre prochain. Ils sont censés combler le déficit engendré par les 41 000 départs à la retraite enregistrés cette année.

Au total, 5 250 postes sont ouverts au niveau national pour l'accès au corps de professeur de l'enseignement moyen dans douze matières.

Il s'agit des langues arabe, amazighe, française et anglaise, l'histoire et la géographie, les mathématiques, les sciences physiques et technologies, les sciences naturelles, l'informatique, la musique, le dessin et l'éducation physique et sportive.

Le cycle secondaire accueillera, de son côté, 4 759 nouveaux enseignants. Les postes ouverts concernent 22 matières au profit des titulaires d'un master d'enseignement supérieur, d'un diplôme d'ingénieur d'Etat, d'une licence d'enseignement supérieur ou d'un diplôme d'études supérieures dans les filières requises.

Cependant, le ministère de l'Education a indiqué avoir un grand déficit dans les matières de mathématiques et de physique. Les deux matières auront donc la part du lion lors des recrutements. Sur les 700 000 candidats

inscrits au concours, le ministère de l'Education ne prendra que 10.000 parmi les mieux classés.

Ceux qui auront une moyenne égale ou supérieure à 10 sur 20 seront inscrits sur la nouvelle plateforme numérique de recrutement, dans laquelle le ministère de l'Education puisera son personnel en cas de besoin comme ce fut le cas lors du premier concours du mois d'avril de l'an-

née passée. La liste d'attente issue de ce concours est restée ouverte seulement pour puiser les besoins du secteur en enseignants du cycle primaire.

Ceux ayant été inscrits pour les deux autres cycles sont obligés de s'inscrire une nouvelle fois au concours d'aujourd'hui pour prétendre à un poste d'enseignant. Le ministère de l'Education a indiqué qu'au total,

66 869 enseignants ont été recrutés durant l'année 2016, dont 28 867 sur la base du concours sur épreuve organisé en avril et 38 002 autres à travers l'exploitation des listes d'attente issues de ce concours.

35 480 ont été recrutés dans le cadre des listes de wilaya et 2 522 à travers des listes nationales.

S. A.

SORTIE DE 4 PROMOTIONS D'OFFICIERS DE GENDARMERIE

Les femmes gendarmes de moins en moins nombreuses

Le général-major Menad Nouba, commandant de la Gendarmerie nationale (GN), a présidé, hier, la cérémonie de la sortie de 4 promotions d'officiers gendarmes issus de la nouvelle Ecole supérieure de la gendarmerie installée depuis une année dans la commune de Zeralda (ouest d'Alger).

L'ancienne école était domiciliée aux Issers, dans la wilaya de Boumerdès. Dans son discours traditionnel, le général Riah, commandant de l'école, a exhorté les nouveaux officiers à travailler avec abnégation et professionnalisme. «Vous avez reçu une formation de haute qualité. Vous êtes donc bien armés pour bien veiller sur la sécurité des citoyens et celle du pays en observant les valeurs militaires», leur a-t-il dit.

Par la suite, le gendarme numéro un du pays a remis les récompenses aux majors de promotion des quatre promotions baptisées au nom de Arezki Tigamounin, chahid de la Wilaya III, tombé au champ d'honneur en

1958 à Larbaâ-Nath-Irathen, dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Il s'agit de la 20^e de cours d'état-major (152 officiers), 51^e de cours de perfectionnement (121 officiers), de seconde de cours de perfectionnement (21 officiers) et de la 50^e de cours de perfectionnement (35 officiers). Cette année, on a noté l'absence des membres du gouvernement et du DGSN. Seuls étaient présents à Zeralda, le wali d'Alger, le DG de la Protection civile, un habitué des cérémonies de cette école, du DG des Douanes algériennes, ainsi que des officiers supérieurs de l'armée. Sept officiers sortants sont étrangers (Congo démocratique, Sahara occidental, Palestine et Mauritanie).

Moins de femmes officiers

Sur les 329 officiers composant les 4 promotions citées, on ne compte que 13 jeunes femmes. Elles ne représentent que 3,95% de l'effectif global de ces promotions. Dans l'une des promotions (perfectionnement), on dénombre une seule femme sur les 21 officiers sortants. En 2002, lorsque nous avions publié un reportage concernant les premières

jeunes filles à intégrer l'Ecole supérieure des Issers, le staff d'officiers supérieurs de l'époque — dirigé par le général Chater — en charge de l'établissement de formation, était satisfait et les admises à la formation d'officiers gendarmes étaient en nombre. L'intégration de la femme au sein de la GN se présentait avec des perspectives largement prometteuses.

Ce nombre de candidates s'est, par la suite, stabilisé. Malheureusement, pour 2017, les chiffres sont parlants. C'est évident, le recul est net. Quelles en sont les raisons ? Certains pensent en effet que la féminisation d'un corps de sécurité d'un pays, plus particulièrement quand il s'agit d'un pays conservateur comme le nôtre, en sus de l'amélioration des services publics dont il a la charge, ce pays — ou corps constitué — met aussi des gages pour davantage de respect des droits de l'Homme et, par conséquent, plus d'enracinement des normes universelles de la démocratie. Alors la question reste posée : pourquoi y a-t-il moins de femmes à intégrer la Gendarmerie nationale ?

Abachi L.